

Sur les traces de Raymond Poincaré

Victoire de 1918, sauvetage du Franc en 1926, stabilisation de l'exécutif : l'œuvre de celui qui présida la République durant toute la Grande Guerre parle aux temps actuels. A redécouvrir...



Le Président de la République Française Raymond Poincaré (à droite) aux côtés du Président américain Woodrow Wilson – France – Février 1919 – Bain News Services - © Bibliothèque du Congrès des États-Unis d'Amérique – Libre de droits.

S'il n'y avait qu'un seul enseignement en termes de leadership à retirer de la conduite de la Guerre de 1914-1918 côté français, on pourrait le résumer par la formule suivante : **allier l'énergie galvanisante d'un tigre rugissant, à la solidité d'un roc que n'éprouve aucune tempête**. Marier intrépidité et sagesse ; raison et passion, caractère et tempérance. Vaste programme !

L'idéal serait de réaliser un alliage aussi prometteur à travers une seule et même personne, à laquelle confier les plus larges pouvoirs d'exécution, sous contrôle bien évidemment de la représentation démocratique. La perfection n'étant pas de ce monde, ce ne fut pas le cas en France à la tête de l'Etat durant les terribles années du premier conflit mondial. Et il est bien regrettable que les commémorations du centenaire du 11 novembre 1918, intervenues l'année dernière, aient fait totalement l'impasse sur ce fait historique particulièrement instructif en manière d'exercice du pouvoir.

Tout le monde le sait, à la fin de la guerre, il y eut Clemenceau, notre héros national sans lequel l'issue heureuse n'aurait pu être possible. Second Français le plus illustre du vingtième siècle, celui que l'on surnomma le Tigre épouse à travers son parcours politique les bouleversements profonds de l'opinion publique française à la charnière des deux siècles. Provenant de l'extrême gauche parlementaire (le radicalisme anticlérical), Clemenceau achève sa carrière auréolé du statut de Père la Victoire. Ses fondamentaux politiques annoncent à bien des égards cette famille de pensée que l'on appellera vingt-cinq ans plus tard, le gaullisme : indépendance nationale, républicanisme, anti-collectivisme, stabilité de l'exécutif et volontarisme politique.



Mais au commencement, **avant Georges Clemenceau, il y eut Raymond Poincaré** qui – il ne faudrait pas l'oublier – dut assumer la responsabilité de la direction de l'Etat durant toute la durée du conflit, sans discontinuité : dès 1912 en tant que chef de gouvernement¹ aux lendemains de la crise d'Agadir, puis à la Présidence de la République de 1913 à 1920. C'est Raymond Poincaré et personne d'autres qui en novembre 1917, prend le risque politique de nommer Georges Clemenceau à la tête du gouvernement, alors que la personnalité survoltée de ce dernier, profondément clivante, suscite bien des réserves parmi la classe politique et la presse de l'époque. Une décision à quitte ou double qui au final, s'est avérée payante.

A l'Elysée, à droite, mais viscéralement fidèle à la République

La gouvernance développée par Raymond Poincaré mérite notre attention à plus d'un titre.

Tout d'abord, Poincaré est à peu près l'un des seuls parmi les quatorze locataires successifs de l'Elysée sous la Troisième République (1870-1940), à avoir laissé une trace mémorable dans l'Histoire de notre pays. Qui se souvient en effet aujourd'hui de Jean Casimir-Périer ou d'Armand Faillières ? Quant à Félix Faure ou Paul Deschanel, c'est surtout l'aspect caustique de leur fin de mandat qui est passé à la postérité, à l'image de l'américain Gerald Ford et ses légendaires « gamelles » à la descente d'avion : passons... Bien évidemment, l'importance de la période concomitante au mandat présidentiel de Raymond Poincaré (La Première Guerre mondiale) et sa longévité au pouvoir (une fois Président de la République et trois fois chef du gouvernement sur la période allant de 1912 à 1929 représentant 13 années pleines d'exercice des responsabilités sur 17 au total), sont deux faits majeurs qui à eux-seuls attestent de l'existence d'un phénomène politique significatif.

Fait tout aussi notable, **Poincaré a incarné une offre politique nouvelle, une droite modérée et républicaine, dans un régime dont la gauche formait l'ADN**. N'oublions pas que la Troisième République était née dans la débâcle de Sedan, telle une contestation de l'ordre ancien représenté par un Second Empire défait et les monarchies qui l'ont précédé. **Sur la période 1870-1900, l'idée-même d'une droite de gouvernement était devenue inaudible**, car associée aux fiascos passés dont la Patrie souffrait (au premier rang desquels la perte de l'Alsace-Lorraine), et caricaturée par ses représentants de l'époque (en dehors du cas notable d'Adolphe Thiers) comme la simple réaction aux changements en cours, en vue de la restauration d'un ordre ancien totalement dépassé (le Souverain). Même l'Eglise, par la voix du Pape Léon XIII, avait lâché les monarchistes français pour se rallier définitivement à la République. Dans ce contexte, toutes les grandes figures de la première partie de la Troisième République, les Léon Gambetta, Jules Ferry, Pierre Waldeck-Rousseau, Emile Combes, Aristide Briand et Joseph Caillaux, sont issues de la gauche qui rédigea les principales pages du roman national pour la période concernée.

Pendant ce temps-là, la droite nouvelle, celle qui acceptait la République, se cachait pour finir par s'enfermer dans un complexe existentiel. Elle n'osait même plus dire son nom. Un exemple tout à fait révélateur, les groupes parlementaires *La Gauche Démocratique* (GD) *Les Républicains De Gauche* (RDG) et *La Gauche Républicaine et Démocratique* (GRD), qui entre 1910 et 1920 rassemblaient entre 125 et 140 députés au Palais Bourbon, représentaient en fait, malgré ce que leur nom pouvait laisser croire, l'émanation d'un mouvement politique de droite, le principal d'ailleurs !

Au début des années 1910, l'émergence du phénomène Poincaré change radicalement la donne. Les Français aspirent alors à être gouvernés certes par un fidèle du régime républicain, mais inscrit dans un cap politique de défense de l'intérêt national, à même de préparer le pays à être en mesure de faire face à une éventuelle agression de l'Allemagne de plus en plus menaçante (débat sur la loi du service militaire porté à trois ans). Non seulement avec Poincaré, **la droite républicaine accède pour la première fois durablement au pouvoir**, mais elle n'aura de cesse après ce mandat élyséen (1913-1920), de se structurer en un vrai mouvement politique digne de ce nom, *l'Alliance Démocratique* (AD), qui enfantera plusieurs hommes d'Etat et non des moindres (entre autres André Tardieu et Paul

¹ Président du Conseil des ministres également nommé Président du Conseil. Equivalence de la fonction actuelle de Premier ministre dotée sous la Troisième République de la réalité du pouvoir exécutif



Reynaud), pour devenir à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale le CNIP d'Antoine Pinay, et dans une certaine mesure les *Républicains Indépendants* (RI) de Valéry Giscard d'Estaing.

Spécialiste de la résolution de crises de toutes natures

Ceci étant rappelé, Raymond Poincaré se distingue pour des motifs bien plus profonds, que la seule originalité de sa sensibilité politique. La compétence technique de l'homme s'affirme très rapidement multidisciplinaire. Juriste, il exerce réellement le métier d'avocat plaquant, tout en devenant au Sénat un spécialiste reconnu des questions budgétaires, sans rapport particulier avec sa formation d'origine. Ni économiste, ni diplomate, il aura pourtant l'opportunité contextuelle et l'intelligence de mettre toute cette connaissance accumulée empiriquement, au service d'une compréhension technique et politique des enjeux du moment : les affaires étrangères en 1912 (gestion de l'après crise d'Agadir) en 1914 (déclaration de guerre de l'Allemagne à la France) puis en 1923 (occupation de la Ruhr), et la politique monétaire en 1926 (sauvetage du franc).

D'ailleurs, on touche ici au point central de l'intérêt historique de la séquence Poincaré aux responsabilités : qu'il soit déjà au pouvoir ou appelé à celui-ci, **cet homme a passé son temps à gérer puis résoudre des crises majeures**. Avec bien évidemment plus ou moins de succès.

Côté échecs, l'occupation en 1923 de la Ruhr afin de faire pression sur l'Allemagne pour qu'elle paye ses indemnités de guerre, fut une erreur si on l'analyse rétrospectivement, autrement dit au regard de ce que nous connaissons aujourd'hui avec le recul historique : la cascade d'événements, impossible à prédire et certainement pas voulue, intervenue ultérieurement jusqu'au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. Dans le même registre, Raymond Poincaré n'est pas parvenu en 1914 à enrayer la crise diplomatique de Sarajevo, dont bien évidemment il n'était en rien responsable. Il entreprit tout ce qui relevait du possible, allant jusqu'à la limite de ses pouvoirs constitutionnels, afin d'éviter le déclenchement de la Première Guerre Mondiale. Par la suite, l'ancien Président s'en expliqua d'ailleurs longuement dans un ouvrage passionnant publié durant les années trente, intitulé très factuellement **Comment fut déclarée la Guerre de 1914**.

Côté réussites incontestables : sa gestion en 1912 de l'après crise d'Agadir² () a permis de rapprocher la France de son allié britannique, et ainsi retarder d'au moins deux ans – à défaut de l'éviter - le choc guerrier avec l'Allemagne. Sans oublier bien évidemment, une dizaine d'années plus tard, le fait que la France ait surmontée grâce à son action vigoureuse, la tempête monétaire de 1926, dans le cadre d'un gouvernement d'union nationale qu'il présida et maintint au pouvoir pendant trois ans : un record pour l'époque.

Un homme d'Etat capable de fédérer démocratiquement un courant politique long à la fois dans une société tiraillée et un contexte institutionnel instable, tout en devenant le spécialiste national de la résolution de crises de toutes natures ; voilà une figure historique sur laquelle feraient bien de se pencher les probables futurs candidats à la Présidence de la République des années 2020. Ils y trouveraient maintes inspirations sur ce qui fonde un destin national, en sachant relever le pays des pires calamités.

La ténacité du chef d'un Etat embourbé dans un conflit armé

Poincaré s'est révélé à son pays et à l'Histoire, d'abord et avant tout à travers le premier conflit mondial.

Nous l'avons vu, **la nomination de Clemenceau à la tête du gouvernement aux pires moments de la Guerre demeure probablement sa décision la plus juste**, celle qui eut un impact crucial sur l'avenir du pays. Pour redonner le moral aux troupes et à un peuple épuisés, la France avait alors besoin de

² Conflit diplomatique entre la France et l'Allemagne du fait de visées coloniales concurrentes sur le Maroc



l'énergie du vieux tigre qui n'avait pas encore dit son dernier mot. Mais le choix de Poincaré est d'autant plus méritoire que les tentatives du microcosme politique pour barrer la route à Clemenceau ne manquaient pas ; beaucoup le trouvaient trop instable et caractériel pour gouverner en temps de crise avec discernement. En outre, celui-ci détestait profondément la personne-même du Président de la République en exercice et n'hésitait pas à l'affirmer haut et fort en public avec le plus d'ironie possible. Clemenceau avait notamment manœuvré sans succès pour faire perdre à Poincaré l'élection présidentielle de 1913. On lui prête également au soir de sa vie cette pique d'humour franchement vacharde : « *promettez-moi qu'il n'y aura pas durant mes obsèques de discours de Poincaré ; ce serait à mourir d'ennui. Or on ne peut mourir deux fois !* » Pour autant, en novembre 1917, Poincaré, réaliste, fait fi de toutes ces rancunes et vexations, et appelle à former un gouvernement celui qu'il estime être l'homme de la situation.

En suivant une progression logique, on se rend vite compte que le principal legs de Raymond Poincaré à la France aura été de lui permettre de gagner la Première Guerre mondiale. Bien évidemment en grande partie grâce à cette arrivée de Clemenceau aux commandes. Mais pas exclusivement, au regard du fait qu'il fallut auparavant maintenir le cap.

Or quand pendant trois ans de 1914 à 1917, vous avez en moyenne **1.000 jeunes français qui chaque jour meurent au combat** (songez qu'en seulement cinq jours, on égale en termes de bilan macabre la totalité des pertes américaines durant les huit années de la guerre en Irak - 2003-2011), avec un front qui ne se déplace que de quelques kilomètres, que vous avez parallèlement 30% des députés élus qui se trouvent eux-mêmes mobilisés, la pression politique sur le Président de la République et ses ministres, qu'elle provienne de l'opinion publique ou des parlementaires, en faveur d'une paix blanche, est énorme et motivée par la volonté humainement compréhensible d'arrêter un tel massacre, quitte à céder une nouvelle partie du territoire au Reich allemand.

Bien qu'il ait souffert de l'impuissance de ses pouvoirs institutionnels, Raymond Poincaré Président de la République a tenu bon durant ces trois terribles et longues années ; **il n'a pas cédé un iota à l'appel si tentant à la résignation** qui aurait certes allégé bien des cœurs, mais entraîné toute l'Europe dans une spirale politique des plus sinistres. Il suffit pour s'en convaincre de regarder ce qu'il est advenu seulement vingt ans plus tard en 1940. Mais pour ce qui concerne les années dix, quel autre leader aurait fait preuve d'une plus forte ténacité ?

Gouverner avec tous lorsque les circonstances l'imposent

Rassembler le pays dans l'épreuve. A cet effet, Poincaré invente un concept politique majeur encore très vivace aujourd'hui en France : l'**Union Sacrée**, qui apparaît pour la première fois dans son message aux chambres du 4 août 1914, alors que celles-ci doivent adopter les 18 projets de loi instaurant l'état de guerre. Il faut bien comprendre que l'Union sacrée représente bien plus qu'une formule rhétorique : un mode d'exercice du pouvoir démocratique en situation d'exception qui sur une période limitée dans le temps, invite l'ensemble des partis politiques d'un pays, mais également tous les mouvements d'opinion (religieux, spirituels et syndicaux), à mettre provisoirement en sourdine leurs oppositions, afin de soutenir un ou deux objectifs devenus priorités des priorités.

Dans un pays qui venait tout juste de se déchirer sur la question de la laïcité (1905), l'Elysée et le gouvernement obtiennent très rapidement l'appui de l'**Eglise catholique** à leur politique de réaction face à l'Allemagne. En parallèle, alors que **la CGT** et **le Parti socialiste (SFIO)** s'opposent par pacifisme depuis plusieurs années à la perspective d'un nouveau conflit européen, tous deux acceptent l'appel du Président de la République, à soutenir sans réserve l'entrée en guerre du pays, seulement cinq jours après l'assassinat de leur leader, le très respecté Jean Jaurès : la Deuxième internationale vole de fait en mille morceaux. **Pas une seule voix, ni des conservateurs, ni des classes populaires rêvant de grands soirs, ne manqua à l'exécutif.** Unir autour de mêmes objectifs politiques l'Eglise et les socialistes ; voilà un tour de force digne de la situation.

Marquant, cet événement l'est d'autant plus qu'il crée **un précédent historique en termes de pratique gouvernementale**, encore d'usage de nos jours et pas seulement en France. Que sont après tout, si



ce n'est des déclinaisons locales et actualisées de la logique de l'Union Sacrée, les *Großen Koalitionen* allemandes qui ont permis à la conservatrice Angel Merkel de gouverner depuis la Chancellerie avec la participation au gouvernement des socialistes du SPD ? De la même manière, il est particulièrement instructif de remarquer que **Winston Churchill, très présent en France entre 1914 et 1918, s'est clairement inspiré en 1940 de la logique fédératrice de Poincaré en 1914**. Lorsqu'il arrive le 10 mai 1940 au 10 Downing Street, il nomme immédiatement au gouvernement ses opposants Clement Atlee (en qualité de vice-premier ministre) et Archibald Sinclair, respectivement leaders des partis travailliste et libéral. Poincaré lui-même réemploiera la même méthode à son retour aux affaires en 1926 en vue d'enrayer l'effondrement du Franc. Il emmena avec lui au gouvernement certains de ses contradicteurs parlementaires Aristide Briand, Paul Painlevé et Edouard Herriot afin de leur faire partager la responsabilité (échecs comme réussites) de la politique économique à mener en urgence.

L'influence du concept de trêve partisane sur le débat politique en Europe est telle qu'au fil des décennies son nom a évolué. D'Union sacrée, il devint par la suite Union nationale puis Gouvernement d'unité nationale, au point que certains songent encore aujourd'hui à un tel recours pour permettre à la France de faire plus rapidement face aux enjeux spécifiques du 21^{ème} siècle.

Le socialisme pour la première fois à l'épreuve des responsabilités

Il ne faisait point partie de cette famille et pourtant, Poincaré fut le premier président à reconnaître le mouvement socialiste comme un parti qualifié pour l'exercice du pouvoir, au lieu de s'enfermer dans des chimères révolutionnaires ou rêveries utopiques. Mettant un terme aux temps des Blanqui, Proudhon et Fourier, le lorrain conservateur **Poincaré offre à la France, avant même l'Union Sacrée, son premier chef du gouvernement socialiste** et non des moindres : **René Viviani**. Certes en 1914, Viviani n'est plus membre à part entière de la SFIO dont il fut pourtant l'un des instigateurs. A l'Assemblée Nationale, il siège depuis 1911 au groupe des Républicains Socialistes. Néanmoins, son glorieux passé de cofondateur aux côtés de Jaurès puis de rédacteur en chef du quotidien *l'Humanité*, atteste indiscutablement de l'importance de sa contribution personnelle à la cause socialiste en France. Elu de la Seine, le député s'était d'ailleurs largement distingué pour ses récurrentes propositions de lois, certaines adoptées, d'autres rejetées, en faveur de l'égalité homme-femme : dépenalisation de l'adultère, accession des femmes au métier d'avocat (adoptée en 1900, notamment grâce au vote de l'un de ses amis parlementaires de droite modérée... un certain Raymond Poincaré !), réglementation du travail de nuit des femmes, sans oublier plus tard en 1919 la première proposition de loi en faveur du droit de vote des femmes largement adoptée par l'Assemblée Nationale... pour être finalement rejetée par le Sénat.

Ce n'est donc pas une pâle figure que Poincaré choisit parmi les socialistes pour gouverner le pays, après leur succès relatif aux élections législatives des 26 avril et 10 mai 1914. Et c'est bien ce même René Viviani, à la fois volontaire et brillant, mais novice sur le sujet des relations internationales, qui à peine quinze jours après son accession au pouvoir, dut gérer l'intégralité de la crise diplomatique de l'été 1914, puis sur le plan militaire l'entrée du pays en guerre. Dépassant les prérogatives que lui conféraient les institutions de la Troisième République, le Président Poincaré veilla en conséquence à pallier à la relative inexpérience diplomatique de son Président du Conseil, à travers une collaboration étroite.

Ainsi le Président de la République invita son chef de gouvernement à participer à la visite d'Etat en Russie (Saint-Pétersbourg du 13 au 23 juillet 1914) qui permit en pleine crise de Sarajevo à l'exécutif français, de s'assurer de son alliance avec la Russie tsariste. **Curieusement, ce binôme à la tête de la France fonctionna sans frictions majeures**. La chute du cabinet Viviani le 29 octobre 1915 ne fut le fait ni du Président de la République, ni du Président du Conseil. L'initiative en revint aux parlementaires qui, remontés par les revers successifs de l'armée française sur le champ de bataille, avaient décidé de reprendre leur jeu partisan, en dépit des bonnes intentions affichées lors de l'Union Sacrée.

La Gauche gouvernementale n'a donc pas commencé en France avec Blum. Très respectueux du suffrage universel, Poincaré a permis à la France de précéder de dix ans le Royaume-Uni pour l'arrivée



démocratique au pouvoir d'un gouvernement dirigé par un socialiste. Outre-manche, il fallut attendre 1924, avec la nomination par le roi George V du leader travailliste Ramsay MacDonald, dont le gouvernement rassemblait tout de même dix autres ministres issus de la classe ouvrière. Dans un cas comme dans l'autre, le chef de l'Etat a fait en sorte que cette évolution politique voulue par le suffrage universel, s'établisse dans le respect des principes de la continuité institutionnelle et du sens de l'Etat, pour se normaliser ensuite avec le temps. « *Il a su concilier ces forces nouvelles que sont le travaillisme et le socialisme avec la Constitution [...] Les historiens ne manqueront pas dans l'avenir de se pencher avec attention sur cet énorme processus d'assimilation et de ralliement des porte-paroles de millions de délaissés* », écrivit Churchill en 1936 au sujet du monarque britannique. Il aurait pu employer rigoureusement les mêmes termes pour évoquer le Président français de la Grande Guerre.

Qu'il s'agisse de George V ou de Raymond Poincaré dix ans plus tôt, chacun veilla à **transformer en hommes d'Etat des leaders politiques aux idées bien radicales pour leur époque**, et dont ils ne partageaient pas les opinions. Là est l'essentiel et confirme qu'en démocratie la déraison n'est point consubstantielle à une certaine gauche. C'est au contraire l'éloignement durable et structurel du pouvoir qui amenuise le sens des réalités. La fuite en avant semi-collectiviste de 1981 en France s'explique aussi par vingt-trois années préalables d'isolement de la gauche dans l'opposition.

Praticien d'une rigueur salvatrice

Pour autant, le conservateur modéré Poincaré fut loin de se convertir au socialisme. Il eut l'occasion de le rappeler lorsqu'une énième crise française, cette fois-ci monétaire, le conduisit à nouveau aux responsabilités en juillet 1926. Pour stabiliser un franc qui en l'espace de deux ans avait déjà perdu plus de la moitié de sa valeur, Raymond Poincaré mit en œuvre une politique de rigueur budgétaire : **la confiance revint quasiment instantanément**, la dépréciation monétaire demanda à peine quatre mois de plus pour être globalement contenue. La fin de l'hémorragie impliqua toutefois deux ans plus tard une dévaluation drastique de près 80% de la parité-or du franc, afin de mettre celle-ci en cohérence avec la réalité du marché. **Le Franc Germinal laissait alors la place au Franc Poincaré.**

Ce fameux **sauvetage du Franc de 1926** devint par la suite un cas d'école, et surtout la référence essentielle de la plupart des politiques monétaires, budgétaires et financières menées en France par les gouvernements de droite et les libéraux durant toute la seconde moitié du vingtième siècle, autant Antoine Pinay en 1951, que de Gaulle-Rueff-Pinay en 1958-1960, Barre en 1976 et Balladur en 1993.

Comme le fait remarquer avec justesse **le biographe Georges Valance**, ce secours apporté en 1926 à la monnaie eut des conséquences d'une portée allant bien au-delà du seul champ économique. En protégeant les épargnants français d'une ruine comparable à celle dont furent victimes trois ans plus tôt les Allemands terrassés par l'hyperinflation, **le gouvernement français a évité qu'une dépression sociale majeure ne jette la population dans les bras de l'extrême-droite.**

La menace était alors bien réelle. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer à quelle vitesse, dans la décennie suivante, les incidences économiques et sociales de la crise de 1929 ont fait émerger en France une droite populiste pour une large part réprouvant la démocratie : apparition des ligues, manifestation antiparlementaire du 6 février 1934 à Paris (entre 15 et 37 morts et 2000 blessés), développement fulgurant dès 1936 du *Parti Social Français* du colonel François de La Rocque qui en réunissant entre 500.000 et 1 million d'adhérents issus majoritairement des Croix de feu, devint à la veille de la Seconde Guerre mondiale le premier parti politique de France en termes de force militante.

La stabilité des fondamentaux économiques d'un pays le prémunit des dérives fascistes. La réciproque est malheureusement tout aussi vérifiée, comme l'a par exemple démontré le cas du Chili au début des soixante-dix. De son temps, Poincaré en eut-il conscience ? Difficile de répondre. Constatons simplement les effets sociaux stabilisants de la politique économique qu'il dut au soir de sa carrière mettre en œuvre dans l'urgence. D'ailleurs, coïncidence ou pas, la Troisième République s'est mise à dégénérer précisément à partir du moment où le lorrain décida de quitter la scène. Le pays a compté pas moins de 23 gouvernements entre 1929 et 1940, soit approximativement un gouvernement renversé tous les six mois. A n'en pas douter, ce retour à l'instabilité ministérielle chronique n'a guère



aidé le pays à se préparer à faire face à la menace à laquelle l'exposait la montée en puissance guerrière de l'Allemagne nazie.

Quelques leçons hautement actuelles

Malgré le siècle qui nous sépare désormais de cette époque, le parcours et l'œuvre de Raymond Poincaré permettent de retirer des enseignements pertinents pour les temps présents, dans les domaines du **leadership**, de la **gouvernance**, des **institutions** et de la **politique**.

Côté leadership, on retiendra que **le décideur acquière sa légitimité dans l'action et par l'obtention de résultats**. C'est bien sa réussite en tant que Président du Conseil dans la gestion de l'après crise d'Agadir (1912) qui a installé Poincaré aussi bien dans l'opinion, les médias et les milieux politiques, comme une option solide et donc potentiellement un recours : en résumé, l'homme qui fallait mettre face à l'Allemagne impériale. Tangibles, les succès engrangés vont même jusqu'à conférer à leur auteur, une autorité morale telle qu'il puisse agir de fait, malgré des pouvoirs limités en droit. Alors qu'il remplissait une fonction essentiellement honorifique, Poincaré Président de la République ne s'est pas contenté d'inaugurer les chrysanthèmes. Il influença le commandement politique du pays durant la Grande Guerre. On ne peut le taxer d'avoir été un Albert Lebrun avant l'heure.

Sur le même sujet, le fait d'évoluer dans un univers personnel où règnent culture, goût de la connaissance et curiosité intellectuelle contribue indéniablement à **la maturité décisionnelle**. Avocat, Poincaré compta parmi ses clients des hommes d'arts et de lettres parmi lesquels Jules Verne. Bien que juriste de formation et parlementaire spécialiste des questions budgétaires, ses domaines de compétences ne l'empêchèrent point d'intégrer l'Académie Française avant même de devenir Président du Conseil. Dans sa construction personnelle, on ne peut pas non plus faire l'impasse sur la complicité qui l'unissait avec **son cousin germain, le grand mathématicien Henri Poincaré**, également physicien et philosophe, entré lui-même sous la coupole un an plus tôt. Ce type de rencontres et d'échange ouvrent les horizons de celui qui aspire à exercer les plus hautes responsabilités ; une vraie invitation à sortir de ses propres zones de confort.

En matière cette fois-ci de gouvernance, la séquence Poincaré démontre d'abord que **l'homme fort, même en démocratie, se construit à travers la gravité des circonstances**. Sans la guerre de 1914-1918, sans les autres crises qu'il eut à résoudre par suite, Raymond Poincaré serait peut-être passé à la postérité comme un bon ministre. Il n'aurait certainement pas pour autant réussi à incarner pendant deux décennies ce pôle de stabilité politique unique en son genre au cours de la Troisième République. L'effet psychologique de la nomination de Clemenceau sur le commandement militaire rappelle quant à lui, qu'**aucune organisation ne peut être dirigée efficacement par ses seuls services**. En toutes situations, l'armée a besoin d'un chef politique au-dessus d'elle, pour trancher sur la base de ses propres recommandations et fixer un cap à l'action. Les techniciens disposent de la légitimité de leur expertise ; jamais de celle de la responsabilité ultime. Il en va de même dans bien des univers, aujourd'hui tout autant qu'hier. Enfin, l'efficacité implique aussi de **savoir exercer ses responsabilités aux côtés d'hommes que l'on n'a pas choisis**, même si cette configuration n'est pas forcément la plus confortable. En 1914, la cohabitation entre un Président de la République de droite et un gouvernement de gauche n'empêcha ni l'un ni l'autre de tout mettre en œuvre pour que l'Etat soit à la hauteur du contexte. Ultérieurement, la présence au sein de l'équipe gouvernementale de rivaux dotés d'une réelle stature politique à l'image d'Aristide Briand, n'a pas non plus paralysé la structure de décisions publiques.

Par contre, la manière dont la France fut dirigée durant la Grande Guerre interpelle jusqu'à aujourd'hui sur la question des institutions. Si le pluralisme des sensibilités politiques représentées à la table du conseil des ministres ne devint pas un problème insurmontable, le fait que le gouvernement fut renversé par le Parlement à quatre reprises pendant les quatre années que durèrent les hostilités armées, en fut indiscutablement un, d'autant plus sordide que s'envolait de jour en jour le nombre de soldats tombés au front. Rappelons-le : 1000 par jour ! Comment bâtir en effet une stratégie qui puisse avoir des effets durables sur le terrain si le chef change tous les ans et pas forcément pour de bonnes raisons ? **En démocratie, l'instabilité et la faiblesse du pouvoir exécutif représentent la pire des calamités.**



Désincarné, le pouvoir s'étiole pour *in fine* se résumer à de simples apparences criantes d'impuissance. Fort heureusement, nous avons depuis réussi à trouver, en 1958 puis en 1962, les parades institutionnelles qui nous prémunissent d'un tel risque. N'oublions pas pour autant qu'aucune constitution n'est éternelle et qu'il s'en faudrait malheureusement de peu, très peu, pour que nous revenions à cet état antérieur chroniquement handicapant.

Pour terminer, deux enseignements politiques. Le premier concerne toutes les familles de pensée et touche à la capacité de gouverner en rassemblant au-delà des lignes de partage partisan. Oui, l'écho favorable rencontré en 1914 par l'appel de Poincaré à l'Union Sacrée, a montré indiscutablement que **la logique politique d'union nationale pouvait fonctionner** à l'échelle gouvernementale, qu'elle peut s'avérer être la nécessité impérieuse d'un moment, dont la gravité implique des responsabilités et esprit de concorde. **Pour autant, elle ne résiste guère à l'épreuve du temps**, ni aux débats, toujours légitimes, qu'entraînent forcément les limites et les revers rencontrés par une politique donnée. D'ailleurs, durant l'entre-deux-guerres, aucune des tentatives postérieures d'union nationale voulues en France par les Présidents de la République successifs, n'a débouché sur des réalisations notables. En fait, tenter de proroger ce consensus au-delà des circonstances exceptionnelles qui l'ont justifié, contribue à altérer la vigueur de notre démocratie qui, pour être pleine, entière et acceptée par tous, se doit d'offrir de réelles perspectives d'alternance.

Le dernier enseignement s'adresse plus particulièrement à la droite républicaine, la droite de gouvernement, celle qui aspire à accéder aux responsabilités. A son époque, Raymond Poincaré en fut la figure de proue. Des personnalités plus proches de nous dans le temps comme Valéry Giscard d'Estaing, se sont d'ailleurs revendiquées ouvertement de cette filiation politique. A leur image, Raymond Poincaré eut l'intelligence de ne jamais incarner ce que l'on appelle péjorativement la réaction, autrement dit le grand retour en arrière. Non seulement c'eut été politiquement voué à l'échec, mais surtout contraire à ses propres convictions. **Aucun combat d'arrière-garde chez Poincaré** qui se singularisa au début de sa carrière par son soutien apporté au Colonel Dreyfus. Pas davantage de volonté de rétablir un ordre ancien par essence révolu. En ayant choisi de défendre le régime de son temps – la République – **Poincaré a offert avec un certain succès la vision d'une droite pondérée**, bourgeoise (mais après tout est-ce un tort ?), ouverte sur les milieux économiques, sans pour autant se placer dans une logique de castes. De par cette approche, il parvint au pouvoir et continua de l'exercer en tout et pour tout pendant plus dix ans. N'y aurait-il pas dans ce précédent, matière à réflexion pour le débat actuel, à droite, en vue de la sortie de l'ornière ?

Pour lire le présent article sur Internet

<http://www.stephane-jacquemet.com/sur-les-traces-de-raymond-poincare/>

Date de publication
Jeudi 24 octobre 2019

Accès direct par flashcode



Pour approfondir, également sur www.stephane-jacquemet.com

Témoignage de Françoise Poincaré

Accès direct



Analyse du biographe Georges Valance

Accès direct



A propos de Stéphane Jacquemet

Entrepreneur, Stéphane Jacquemet porte un regard libre sur les affaires de la cité. Depuis 2016, il développe à travers son site Internet un espace éditorial de réflexion en vue d'une gouvernance publique efficiente.

Contact - 01 72 28 54 90 - contact@stephane-jacquemet.com - <http://www.stephane-jacquemet.com>